Services de garde d'enfants—Loi

J'ai rencontré mon collègue provincial, M. Claude Ryan, qui est bien connu partout à la Chambre, un homme pour qui j'ai beaucoup de respect, et comme ministre de l'Éducation, il est tout à fait disposé à travailler avec sa collègue, M^{me} Lavoie-Roux, avec la ministre déléguée aux Affaires féminines du Québec, pour trouver dans le cadre de la stratégie nationale, dans le cadre de l'entente qui est sur le point d'être signée, je ne sais pas si c'est signé, mais c'est sur le point d'être signé avec Québec, sur la stratégie nationale... Il est prêt à faire tout en son pouvoir pour que les écoles soient disponibles après les classes pour offrir à ces enfants-là une alternative entre l'heure de fermeture des écoles et l'heure où les parents arrivent à la maison.

Je pense que ce sera excellent la journée où toutes les écoles du Canada pourront aider ces jeunes-là, les parents, monsieur le Président, qui font face à ces problèmes particuliers.

Notre gouvernement reconnaît aussi que le service de garde est la clé de l'égalité économique pour les femmes, que c'est un besoin et un programme social essentiel. On engage quand même, encore une fois, des montants substantiels pour fournir et pour inciter à la création de nouvelles places de qualité. Je suis persuadée, monsieur le Président, que quand on va à Saint-Janvier de Mirabel ouvrir une garderie unique avec la part des entreprises qui m'ont avertie, qui m'ont avoué qu'elles étaient prêtes à financer, à subventionner cette garderie pour les offrir à leurs employés... Vous savez, je discutais avec l'ancien directeur des ressources humaines de Bell Hélicoptère, et à plusieurs reprises il m'avait fait part du problème aigu. Vous savez que de plus en plus les entreprises ont ce qu'on appelle des unités de travail et malheureusement les hommes sont obligés de se rendre compte que les femmes qui font partie de ces unités de travail doivent partir à 16 h 45, parce qu'elles doivent aller chercher les enfants dans les garderies qui doivent fermer à 18 heures.

Alors, le besoin est de plus en plus pressant pour créer des garderies en milieu de travail, et je pense que c'est vers cet objectif qu'on devrait diriger nos interventions, qu'on devrait diriger nos énergies.

De plus en plus, monsieur le Président, ce n'est pas seulement l'affaire des femmes, la garderie. Les hommes ont de plus en plus la responsabilité de la garde de leurs enfants, et depuis que les hommes ont la garde de leurs enfants, il me semble que les dossiers avancent plus vite tout à coup. Cela fait des années que les femmes ont dit qu'on avait besoin de services de garde plus substantiels, mais tout d'un coup là, et je suis très heureuse de le constater, c'est devenu une grande grande priorité, n'est-ce pas, les garderies.

Alors moi, je suis bien contente évidemment pour les femmes, et je pense que dorénavant quand les familles participeront à l'effort collectif au niveau de l'égalité des femmes, alors pourquoi ne sera-ce pas papa qui partira avec ses deux enfants et qui les amènera à la garderie et qui ira dîner avec eux pour développer, encore une fois, une meilleure compréhension de la famille, une meilleure unité familiale! Je pense que la solution se situe dans les garderies en milieu de travail.

Monsieur le Président, faut-il le rappeler qu'en 20 ans, la famille canadienne traditionnelle qui consistait à avoir un père soutien de famille, une mère à la maison avec un ou plusieurs enfants, c'est devenu l'exception plutôt que la règle. Cela est

bien évident. Cinquante-quatre pour cent de toutes les femmes canadiennes sont sur le marché du travail aujourd'hui. Chez les femmes de 24 à 64 ans, cette proportion est encore plus importante. De ce groupe, 65 p. 100 travaillent à l'extérieur de la maison. Soixante-deux pour cent des mères canadiennes avec des enfants de moins de 16 ans font partie intégrante de la main-d'oeuvre.

Et une autre mesure, monsieur le Président, que moi personnellement, comme députée d'Argenteuil—Papineau, bien sûr je parle en mon nom personnel, et je pense que le gouvernement est intéressé également à regarder cette opportunité-là, il faudrait aussi qu'on voie à augmenter d'une manière substantielle les congés de maternité. Les femmes veulent garder leurs enfants plus longtemps. Je pense que trois mois, monsieur le Président, n'est pas suffisant pour un petit bébé, voyons donc!

Alors, je pense que si l'on voulait encore une fois rehausser le statut familial, inciter les familles à avoir plus d'enfants, les femmes à avoir des enfants, c'est de leur donner une aide accrue et d'augmenter les congés de maternité.

Aussi, monsieur le Président, il faut dire qu'il y a un nombre croissant de mères canadiennes qui élèvent seules leur famille. A l'heure actuelle, 83 p. 100 des familles monoparentales sont dirigées par des femmes. Dans la circonscription d'Argenteuil—Papineau, dans une circonscription majoritairement rurale, je peux vous dire que c'est devenu un problème. D'abord, il y a l'éloignement des centres urbains. Il y a des installations de transport presque inexistantes. Ces femmes-là qui sont au seuil de la pauvreté et qui élèvent seules leurs enfants ont besoin de sortir de temps en temps, ont besoin si ce n'est simplement que d'aller magasiner, elles ont besoin de loisirs, elles ont besoin de faire partie d'une organisation sociale ou autre, sauf qu'elles ont un problème. C'est qu'elles n'ont pas accès dans des milieux ruraux éloignés à des services de garderie et évidemment, il faut être réaliste aussi. C'est que ce serait peut-être impossible en termes de dollars d'ouvrir des garderies partout, par exemple dans les 53 municipalités de ma circonscription.

Alors, je pense qu'il faut encore une fois s'attarder à ce problème particulier des femmes, des familles, je devrais dire plutôt, qui vivent dans des milieux ruraux éloignés, de manière à leur donner à elles aussi, ce sont des Canadiennes à part entière qui y ont droit et on a l'obligation de les aider à avoir accès à un service de garde plus concluant.

Monsieur le Président, on a souvent parlé du fameux problème des femmes qui faisaient garder leurs enfants sans reçu d'impôt. Donc, écoutez, il faut être réaliste. Il y en a qui ont de simples chèques du bien-être social. Souvent elles s'aident... vous savez, les femmes, il n'y a pas de réseau social mieux structuré que le réseau des femmes. Elles s'aident entre elles. Il y en a qui gardent un soir, l'autre soir elles vont garder les enfants de l'autre. Mais il arrive aussi qu'elles ont besoin de gardiennes et malheureusement, souvent les gardiennes qui vont garder, ce sont des femmes en bas du seuil de la pauvreté qui n'ont pas les moyens de déclarer l'argent qu'elles reçoivent pour la garde. C'est à peu près aussi ridicule. Pensez-vous qu'un femme... On dirait que le fisc s'attarde particulièrement à ces pauvres femmes qui reçoivent un petit montant supplémentaire par semaine pour aller garder quelques heures